

Cette relation de partenaires qui unit les pays développés et en développement - relation caractérisée par le partage des responsabilités et des engagements - doit être rehaussée. Le Canada note avec une grande satisfaction qu'un consensus s'est dégagé hier, au Comité chargé de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, sur une déclaration de conclusions communes. Il s'agit là d'un pas important, qui traduit l'effort sérieux fait par toutes les parties concernées en vue de s'entendre sur la description des réalités économiques actuelles.

M. le Président,

Quand nous passons en revue les problèmes du monde en développement, aucun cas n'est plus poignant que les souffrances de l'Afrique subsaharienne. La réaction humanitaire de l'ensemble de la communauté internationale à la crise de l'Afrique a permis de sauver des milliers, voire des millions de vies humaines, mais cette expérience a également fait apparaître des défis à plus long terme.

Les secours ne suffisent pas. Il est essentiel que soit menée une action en faveur du développement permanent, en concertation avec les nations africaines. Les Gouvernements africains doivent décider d'accorder la priorité au secteur agricole et tirer un parti maximal des forces productives de leurs propres sociétés. Cet effort doit s'accompagner d'un engagement réel et soutenu de la part des pays développés, et de l'ensemble de la communauté internationale. La crise de l'Afrique ne sera surmontée que lorsque les efforts courageux déployés pour atténuer la tragédie d'aujourd'hui seront renforcés par un engagement soutenu envers la construction de l'Afrique de demain.

Le niveau élevé de la dette extérieure, problème auquel tant de pays sont confrontés, constitue un fardeau écrasant pour le monde en développement. Certains progrès ont été réalisés à cet égard grâce à la coopération entre les gouvernements créanciers, les pays débiteurs, les banques commerciales et les institutions internationales. La stratégie de l'ajustement, du financement et du rééchelonnement s'est révélée très flexible et a permis de venir en aide aux pays débiteurs. D'autres adaptations seront toutefois nécessaires pour que les besoins particuliers des de ce pays soient satisfaits.

Les débats qui se tiennent aux Nations Unies contribuent à une meilleure compréhension de ces problèmes économiques et à la promotion des activités des diverses institutions internationales qui traitent de ces questions.